



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité départementale  
du Havre**

*Équipe territoriale*

Le Havre, le 27/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

PROLOGIS LXXXIX (DC7)  
Parc du Hode II

76430 SAINT-VIGOR d'YMONVILLE

Références : 20231004\_VI\_Prologis DC7\_Détection incendie  
Code AIOT : 0005803908

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2023 dans l'établissement PROLOGIS LXXXIX (DC7) implanté Parc du Hode II 76430 Saint-Vigor-d'Ymonville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le but de la visite était de vérifier le contrôle périodique du système de détection incendie et les consignes données au personnel en cas de déclenchement d'alarme.

Le site Prologis LXXXIX (nommé bâtiment Le Havre DC7) est occupé par 4 sociétés (XP LOG, Schenker France, Normandie Logistique et Cedilec). Le jour de la visite, l'inspection s'est rendue dans les cellules 1 à 4 louées par Normandie Logistique.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROLOGIS LXXXIX (DC7)
- Parc du Hode II 76430 Saint-Vigor-d'Ymonville
- Code AIOT dans GUN : 0005803908
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non seveso
- IED : Non

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Détection incendie, risques incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	État de la centrale de détection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale



**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle des détecteurs incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa	/	Sans objet
3	Report d'alarme et appel des secours	Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, plusieurs détecteurs du bâtiment étaient notés en dérangement sur la centrale de détection. L'exploitant a su réagir rapidement pour lever les non-conformités. Néanmoins l'exploitant doit s'interroger sur les causes de la mise en dérangement de certains linéaires de détection et trouver des solutions (notamment concernant la mise en dérangement d'un linéaire à cause d'une palette gerbée dans l'axe du faisceau).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle des détecteurs incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (... systèmes de détection ...) conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b> Par mail du 6 octobre 2023, l'exploitant a transmis le rapport suite à la vérification du système de détection incendie réalisée le 26/12/2022. Ce rapport relève plusieurs non-conformités (notamment 14 détecteurs hors services). Un bon d'intervention de la société Eiffage en date du 16/01/2023 indique avoir levé ces non-conformités (« centralisateur de mise en sécurité incendie en veille générale » au départ de la société de maintenance). Le rapport de contrôle contient la liste des détecteurs du bâtiment. Par mail du 06/10/2023, l'exploitant a transmis les plans d'implantation des détecteurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (... systèmes de détection ...) conformément aux référentiels en vigueur.

**Constats :**

La centrale de détection du bâtiment DC7 se trouve au niveau du local sprinklage.

Le jour de la visite, 12 linéaires dans le bâtiment étaient en dérangement (sachant qu'il y a 13 cellules comportant chacune 10 linéaires). Les linéaires en dérangement étaient les suivants :

Numéro de cellule	Numéro de travée
1	7
1	6
2	4
2	1
4	quai
4	9
4	5
7	4
11	5
11	2
11	1
12	4

De plus, plusieurs linéaires correspondant aux cellules 9 et 10 étaient notés « hors service ». L'exploitant a indiqué que des travaux étaient en cours dans ces cellules pour la mise en place d'une GTB (Gestion Technique des Bâtiments : système informatisé connecté permettant, entre autres, le pilotage de la chaudière à distance et visant à faire des économies d'énergie). Il a indiqué que, pendant cette phase de travaux, certains linéaires des cellules concernées étaient en arrêt de 8h30 à 17h30.

Par mails du 17/10/23 et du 26/10/2023, l'exploitant a transmis deux rapports de la société Eiffage justifiant son intervention les 12, 13 et 23 octobre 2023. Le rapport suite à l'intervention du 23 octobre indique le bon fonctionnement des détecteurs (et 2 zones en « hors services » pour cause de travaux).

Il est noté qu'un linéaire dans la cellule 9, travée 1 était (avant intervention) obstrué par la présence de palettes situées dans l'axe du faisceau.

**Demande 1 :** l'exploitant mettra en place les mesures organisationnelles et/ou matérielles pour s'assurer qu'aucune palette ne puisse être stockée dans l'axe du faisceau des détecteurs. Il fera un retour à l'inspection sur les actions mises en place.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Report d'alarme et appel des secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Report d'alarme
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.  « Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'en cas de détection d'un incendie, l'alarme sonne dans tout le bâtiment DC7 et un report d'alarme est réalisé au niveau du poste du gardien du parc logistique. En dehors des heures ouvrées, le gardien procède à la levée de doute et appelle les secours le cas échéant. Le site dispose de 4 points de rassemblement à l'extérieur du bâtiment (un en face de chaque groupe de cellules louées par un locataire). XP Log a réalisé un livret d'accueil qui rappelle, entre autres, les règles de sécurité et les consignes à appliquer en cas d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet